



Introduction

Dominique LE PAGE

Pour parler d'une ville [a fortiori pour en écrire l'histoire], « il n'est pas nécessaire, il est sans doute même de médiocre conséquence qu'on l'ait vraiment habitée. Plus fortement, plus durablement peut-être, agira-t-elle sur nous si elle s'est gardée en partie secrète, si on a vécu avec elle, par quelque singularité de condition, sans accès vrai à son intimité familière, sans que notre déambulation au long de ses rues ait jamais participé de la liberté, de la souple aisance de la flânerie » (d'après Julien Gracq, *La forme d'une ville*, Paris, 1985, p. 1-2).

La dernière *Histoire de Dijon*, parue aux éditions Privat, date de 1981. Malgré l'intérêt qu'elle présente encore, les découvertes archéologiques faites au cours des dernières décennies, les apports de la recherche universitaire, les publications des sociétés savantes comme celles de l'Académie des Arts, Sciences et Belles-Lettres de Dijon mais aussi de revues comme les *Annales de Bourgogne* ont, au fil des décennies, renouvelé la connaissance que l'on pouvait avoir du passé de la ville, rendant possible l'écriture d'une nouvelle histoire. Celle-ci prend place dans une collection d'Histoire urbaine de la France dont les Presses universitaires de Rennes ont pris l'initiative. Le parti privilégié comme dans les autres histoires parues (Bordeaux, Aix-en-Provence, Fougères) est d'accorder une grande place aux illustrations sans toutefois que l'ouvrage se limite à les commenter.



Fig. 1 — Vue panoramique de la ville de Dijon.

Les différents contributeurs ont bénéficié d'une totale liberté d'écriture avec pour seule contrainte de respecter le nombre, limité, de signes attribués, ce qui les a contraints à synthétiser leur propos. Quelques préoccupations ont guidé leur réflexion dans un travail qui a été mené collectivement. La plus ambitieuse sans doute a été d'essayer de comprendre comment Dijon est devenu Dijon ou, pour le dire en d'autres termes, s'est imposé en tant que « capitale ». Malgré un site favorable, Dijon a tardé en effet à s'affirmer. Sous les Romains, il n'était, ainsi que le rappellent Sabine Lefebvre et Élisabeth Rabeisen, qu'un pôle très modeste de la cité des Lingons, une étape à mi chemin entre Chalon-sur-Saône et Langres dont il dépendait et où se concentraient les activités politiques. Révélatrice de cette origine mal connue, l'incertitude qui demeure sur l'étymologie du nom de *Divio* sous lequel Grégoire de Tours la désigne au VI^e siècle et dont on ne sait s'il qualifie un confluent de rivières, une clairière sacrée ou un marché. À cette période pourtant, Dijon est devenu un *castrum*, une place-forte dont les limites déterminent l'évolution de la ville pendant une grande partie du Moyen Âge; il s'affirme aussi en tant que centre religieux grâce au rayonnement des abbayes de Saint-Bénigne et de Saint-Étienne que décrivent Alain Rauwel et Christian Sapin, mais il demeure dans la dépendance de Langres qui est siège d'évêché.

Le fait décisif pour la ville, c'est l'installation des ducs de Bourgogne au XI^e siècle avec Robert 1^{er} (1027-1076) et ses successeurs immédiats qui sont qualifiés parfois de « ducs de Dijon ». Cette tendance est confirmée au XIV^e et XV^e siècles par les quatre ducs Valois. Avec l'agrandissement de leurs possessions, ceux-ci ont passé de plus en plus de temps dans leurs villes de Flandres, dont plusieurs pouvaient prétendre au titre de « capitales » de l'État bourguignon comme Bruxelles, Lille, Bruges..., voire à Paris mais ils ont manifesté un intérêt constant pour Dijon. Ils y ont fait naître leurs enfants, ce qui permet à Hervé Mouillebouche de qualifier Dijon de « ville des duchesses », et y ont établi leur nécropole à Champmol; ils y ont implanté quelques institutions importantes - chambre des comptes, ordre de la Toison d'or -, y ont stimulé l'activité artisanale comme le souligne Thomas Roy et y ont développé des lieux de culte comme Notre-Dame à qui Philippe le Hardi a fait don du Jacquemart pris à Courtrai en 1383 et la Sainte-Chapelle où est conservée la Sainte Hostie.

Quand l'État bourguignon disparaît à la fin du XV^e siècle, les jeux sont faits et les rois de France confirment la prééminence de Dijon qui devient alors une capitale provinciale ainsi que le démontrent Dominique Le Page et Jérôme Loiseau. La ville concentre les principales institutions de Bourgogne – parlement, chambre des comptes, bureau des finances, états provinciaux et intendance à partir du XVII^e siècle – et voit sa position se renforcer au XVIII^e siècle avec l'obtention d'une université et d'un siège d'évêché, qui en fait une capitale ecclésiastique, peut-être pour la récompenser d'avoir été au XVII^e siècle un bastion de la contre-réforme, dont David El Kenz présente les principales figures comme Jeanne de Chantal, fondatrice de l'ordre des Visitandines. La Révolution et l'Empire réduisent Dijon à la dimension d'un chef-lieu de département tout en lui préservant une influence sur les départements voisins par l'attribution d'une cour d'appel.

À partir du XIX^e siècle, la ville devient progressivement une capitale économique grâce à la révolution des transports, ferroviaire d'abord avec l'arrivée du train en 1851, qui fait de Dijon un véritable carrefour sur l'axe stratégique Paris-Lyon-Marseille, voire une des plaques tournantes de l'Europe occidentale, puis routière. Grâce à ce développement des réseaux de communication, Dijon attire des industries variées – agro-alimentaires, mécaniques, pharmaceutiques... –, de nombreuses activités tertiaires et voit sa population s'accroître fortement. Celle-ci, qui stagnait à 30 000 habitants jusque dans les années 1850, dépasse les 76 000 habitants à la veille de la Première Guerre mondiale et atteint aujourd'hui 156 854 habitants, ce qui la place au 17^e rang des villes françaises. Après s'être libérée à la fin du XIX^e siècle du carcan de ses vieilles murailles, la ville s'étend dans l'espace par le développement de faubourgs, la création de grands ensembles et de ZUP. Les campagnes environnantes qui entretenaient des liens étroits avec la ville sont progressivement dominées pour laisser place aux nouveaux quartiers, aux centres commerciaux, aux liaisons routières, aux espaces de détente alors que les communes de la périphérie s'intègrent à une métropole régionale qui compte aujourd'hui 243 376 habitants (25^e rang), ce qui en fait l'une des deux capitales de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Une autre préoccupation partagée par les auteurs de cet ouvrage a été de dégager des singularités de la ville. Celle-ci a vu tout d'abord son développement long-temps associé à l'activité viticole. La commune de Dijon s'est épanouie au cœur d'un vignoble particulièrement actif; Grégoire de Tours décrivait déjà une cité dominée par « des montagnes très fertiles, couvertes de vignes ». La première représentation des vignes des coteaux dijonnais, qui dominent le cours de l'Ouche, est établie lors d'un procès qui s'est déroulé durant les années 1570. Les noms des clos ceints de murets et des lieux-dits sont précisément consignés (vignes de Larrey, vignes en Bussy, vignes Genry, clos Moniot...). Ce vignoble péri-urbain s'inscrit dans le territoire de la côte dijonnaise dont les contours sont précisés en 1775 par l'abbé Claude Courtépée : de la vallée de l'Ouche au finage de Gevrey, de la descente du plateau de Langres au marais des Tilles. Du fait de l'importance de la viticulture, la ville en a pris très tôt le contrôle. Le droit de ban est inscrit dans la charte de commune concédée par le duc de Bourgogne, Hugues III, en 1187; il est présenté comme un garant de la qualité de la production. Dès le XIII^e siècle, le corps échevinal exerce une police économique vigilante qui prend en compte toutes les étapes du secteur viti-vinicole, depuis la plantation des ceps jusqu'aux modalités des récoltes et ventes. Il fixe le taux des gros fruits, le prix de vente et surveille la commercialisation des vins en cherchant à protéger la production locale et en accordant des privilèges aux petits vignerons et aux grands propriétaires (dont les parlementaires). Cet intérêt s'explique par le fait que la viticulture est source non seulement de pouvoir, mais aussi de richesse et d'emplois. Au début du XVI^e siècle, un tiers des Dijonnais exerce une activité en lien avec le vignoble : tâcherons et vignerons, tonneliers, marchands de vin... et en 1712 le lieutenant de police peut affirmer : « le vignoble constitue le plus considérable revenu des habitants de Dijon et du voisinage ». L'omniprésence des vignerons qui résident en ville et travaillent dans le vignoble périphérique a lourdement pesé sur les rapports sociaux à Dijon sous l'Ancien Régime. Les « émotions populaires », à la tête desquelles les femmes de vignerons se distinguent elles-aussi, sont

Fig. 2 —Le puits de Moïse.



récurrentes dès que le blé vient à manquer ou que les prix s'emballent sur les marchés. La menace d'un nouveau Lanturlu est régulièrement brandie. Cette étroite symbiose des mondes ruraux et urbains demeure encore perceptible dans l'architecture de certains quartiers, comme Saint-Nicolas ou Saint-Philibert. Si l'importance de la viticulture a décliné fortement à partir du XIX^e siècle jusqu'à disparaître, elle n'en a pas moins marqué profondément la mémoire locale comme le révèlent les efforts actuels de la municipalité pour faire replanter des vignes en vue d'obtenir une appellation.

Autre singularité de la ville de Dijon : le fait qu'elle ait été pendant plusieurs siècles en position frontalière. Cela est net à partir de la fin du Moyen Âge quand les destins du duché de Bourgogne et de la Comté divergent, le premier restant sous le contrôle des rois de France, la seconde passant sous celui des Habsbourg. Du siège de 1513 aux premières guerres de Louis XIV, les menaces sont régulières et la ville doit se mettre en état de défense, entretenir et moderniser ses fortifications. Les dangers s'éloignent avec l'intégration de la Franche-Comté au royaume en 1674-1678 mais l'effet frontière continue à jouer longtemps. Dijon est occupé à plusieurs reprises, à la fin des Premier et Second Empires et plus encore bien sûr en 1940. Cette position frontalière peut expliquer le fort sentiment patriotique partagé par nombre de Dijonnais et qui s'est manifesté en 1814-1815 et plus encore lors des combats d'octobre 1870 ou de janvier 1871. De 1940 à 1945, la ville résiste fortement à l'occupant allemand qui en a fait l'un de ses centres de commandement pour l'est de la France ; Jean Vigreux en rappelle quelques-unes des manifestations, des jeunes arborant brièvement l'étoile jaune en 1942 en solidarité avec la population juive persécutée, aux grèves, actions de sabotage et attentats en passant par le défilé patriotique du 11 novembre 1943 et les nombreux martyrs du champ de tir de Montmuzard.

Sur le plan politique, Dijon se distingue aussi par certains traits particuliers. Au Moyen Âge et pendant une grande partie de l'époque moderne, elle est une « bonne ville », c'est-à-dire une ville jouissant, grâce à la charte qui a été concédée à la commune en 1187, d'importants privilèges en échange de sa fidélité aux autorités. L'éloignement des ducs puis leur disparition ont favorisé cette autonomie qui a connu un âge d'or au XVI^e et au début du XVII^e siècle quand il s'est agi d'intégrer « en douceur » la Bourgogne au royaume de France alors que le pouvoir royal ne disposait encore que d'un nombre d'agents limité. Ce statut particulier est symbolisé par les importantes attributions du vicomte-mayeur en matière d'administration, de fiscalité, de sécurité, de justice, par un fort esprit civique. Il est remis en cause au cours du XVII^e siècle ; Dijon est alors transformé en ville administrative, en relais de la monarchie et placé sous la tutelle immédiate des gouverneurs de la maison de Condé. Cela ne l'empêche pas de conserver une capacité d'action par le biais des états de Bourgogne dont la ville abrite le palais construit au XVIII^e siècle et où elle tient une place de premier plan au sein de l'ordre du tiers état.

Sous la Révolution, Dijon vit au rythme du reste du pays mais se distingue par un certain modérantisme, ce qui permet à Christine Lamarre d'écrire que la ville a connu une « révolution tranquille », si on compare son évolution à celle d'autres cités au cours de la même période. Faisant preuve d'un certain conservatisme jusqu'en 1792 comme en témoigne l'élection à la tête de la ville d'un ancien trésorier des états de Bourgogne, Chartraire de Montigny, elle est soumise dans les années suivantes à un accroissement des tensions du fait de la dégradation de la situation économique et militaire et de la mise en place de la terreur qui s'accompagne d'emprisonnements, d'exécutions, et de destructions – dont celle de la Sainte Hostie en 1794 – mais le maire Pierre Sauvageot sait éviter les plus graves excès, ce qui lui vaut d'être épargné après la chute de Robespierre bien qu'il ait publié un manifeste en sa faveur. Une partie du personnel formé sous le Directoire et sous l'Empire poursuit sa carrière au XIX^e siècle.

À l'époque contemporaine, Dijon s'est montré très tôt sensible aux idées progressistes comme le révèle la désignation à sa tête sous la monarchie de Juillet de personnalités comme Étienne Hernoux ou Victor Dumay et, sous le second Empire, d'Antoine Joliet. À partir de 1870, les idées républicaines se sont imposées dans le cadre d'une opposition, jusque dans les années 1880, entre républicains opportunistes et

radicaux, ceux-ci l'emportant lors de la première élection du maire par le conseil municipal suite à la loi du 5 avril 1884 avec Louis Robelin. Les socialistes, dont les idées se sont développées également très tôt à Dijon avec l'influence, dans les années 1830, d'Étienne Cabet, sont venus perturber ce jeu en emportant la mairie à trois reprises avant la Seconde Guerre mondiale avec Auguste-Morin Gacon (1896-1900), Henri Barabant (1904-1908) et Robert Jardillier (1935-1940). La force de ce socialisme municipal a entraîné, pour lui faire barrage, un regroupement des républicains modérés ou conservateurs qui se sont imposés avec Charles Dumont (1908-1919) et Gaston Gérard (1919-1935).

Depuis la Seconde Guerre mondiale, Dijon se distingue par la longévité de ses maires : six seulement ont siégé à l'Hôtel de ville depuis le bref passage de Georges Connes à la tête de la cité en 1944-1945 dont trois ont été plusieurs fois réélus : le chanoine Kir (1945-1968), Robert Poujade (1971-2001) et François Rebsamen (depuis 2001). Présentant des personnalités diverses, du truculent chanoine Kir, jouant des codes médiatiques de son temps et réalisant une synthèse politique originale à l'échelle locale, à la plus grande retenue de ses successeurs, inscrits dans les grands courants politiques de la V^e République et menant en parallèle une carrière nationale, comme Gaston Gérard ou Robert Jardillier dans l'entre-deux-guerres, tous ont disposé de temps pour faire face, avec des approches différentes mais aussi des continuités, aux évolutions de la ville depuis 1945.

Sur le plan social, Dijon qui connaissait au Moyen Âge une diversité des élites avec des nobles, des religieux, nombreux dans la ville « aux cent clochers », des officiers ducaux, de riches artisans et commerçants s'est imposé au XVI^e siècle comme « une ville de robe et de plume », du fait de la concentration entre ses murs des institutions judiciaires. Les « Messieurs du parlement » ont dominé Dijon presque sans partage jusqu'à la Révolution, fournissant du travail à ses artisans et commerçants et à de nombreux domestiques, stimulant sa vie culturelle et artistique par leurs commandes, détaillées par Agnès Botté et Marie Chaufour, aux peintres, maîtres d'œuvre et architectes, imprimant leur rythme à la cité toute entière par leurs déplacements saisonniers entre leurs hôtels urbains et leurs demeures à la campagne. À partir du XIX^e siècle, ils ont laissé la place à des notables – rentiers, membres des professions juridiques, chefs d'entreprise... – avant que Dijon ne redevienne, d'une certaine façon, dans la seconde moitié du XX^e siècle, avec la montée du secteur tertiaire, « une ville de robe et de plume ». Comme le note François Jarrige les trois quarts des actifs étaient occupés dans ce secteur en 1994, soit sensiblement plus que dans les agglomérations de taille équivalente en France. La fonction publique où les plus gros employeurs sont les centres hospitaliers, la SNCF, l'université et la ville de Dijon elle-même occupe à elle seule à cette date le quart des actifs.

Ces tendances ne doivent pas faire oublier que les classes populaires ont été très présentes à Dijon tout au long des siècles, ce qui explique la place qui leur est faite dans cette *Histoire*. Au Moyen Âge et à l'époque moderne, elles étaient composées d'un très grand nombre de pauvres, de gens de métier, de la catégorie turbulente des vignerons évoquée précédemment, et qui jouaient le rôle de fer de lance dans les révoltes urbaines. que ce soit la Mutemaque en 1477 ou le Lanturlu en 1630. Au XIX^e siècle, Dijon est demeuré longtemps une ville artisanale, une ville aussi qui a eu du mal à s'extraire de sa gangue rurale (1500 paysans encore en 1891) mais l'industrialisation a entraîné la formation d'une classe ouvrière peu visible du fait de la dispersion des activités dans lesquelles elle travaillait et de la méfiance ressentie à son égard. Elle a fait une grande place aux femmes notamment dans les manufactures de tabac et a accueilli de nombreux contingents de travailleurs immigrés qui ont longtemps survécu dans des bidonvilles comme celui de Nouméa le long du Suzon ou celui de la Charmette dans les quartiers nord.

Sur le plan culturel, on peut considérer que l'absence d'université jusqu'au XVIII^e siècle, loin d'avoir été un handicap, a, au contraire, stimulé la vie intellectuelle à Dijon. L'éducation des élites a été prise en charge à l'époque moderne par le dynamique collège des Godrans où s'est formé Bossuet et la ville a vu s'épanouir des cercles d'antiquaires, de lettrés et de juristes évoqués par Laurent-Henri Vignaud et



Fig. 3 — L'hôtel Fevret de Saint-Mesmin (1697), façade sur jardin.

s'enraciner une forte tradition de l'écrit, que l'on songe au conseiller Gabriel Breunot faisant le récit des guerres de la Ligue, aux avocats Maleteste et Millotet rapportant les péripéties de la Fronde, à la correspondance du premier président du parlement Nicolas Brulart ou de l'avocat Pierre Taisand, au journal de l'auditeur aux comptes Philibert Gaudalet, ou aux mémoires de l'érudit Philibert de La Mare. Cette tradition explique que Dijon soit devenu ville d'académie au XVIII^e siècle et qu'elle ait participé aux grands débats des Lumières comme l'illustre le prix accordé en 1750 à Jean-Jacques Rousseau, que plusieurs membres de ses élites aient parcouru les chemins de l'Europe comme le président de Brosses ou se soient lancés dans des explorations lointaines comme Richard de Vesvrotte, quand ils n'ont pas contribué à renouveler la science de leur temps à l'instar de Guyton de Morveau que cherche à rencontrer Arthur Young lors de son passage à Dijon en 1788. Jusqu'au XVII^e siècle, une part des élites et le peuple ont partagé une culture commune qui se retrouve dans les joyeux débordements de la compagnie de la Mère folle ou dans l'attachement au parler bourguignon illustré notamment par Alexis Piron. Un divorce s'est opéré dans les siècles suivants même si le développement de la société de consommation et du loisir a permis d'opérer certains rapprochements et que des initiatives ont été prises pour permettre l'accès de tous à la culture comme en témoignent, après 1945, les aventures du théâtre de Bourgogne ou de l'ABC évoquées par Stéphane Gacon, sans parvenir toutefois à faire tomber toutes les barrières.

La dernière singularité de Dijon sur laquelle on peut insister, principalement pour la période contemporaine, est le dialogue établi entre tradition et modernité. Toutes les villes ont été peu ou prou contraintes de le mener mais il a pris à Dijon une intensité particulière du fait de la richesse de son patrimoine que des générations d'érudits, de passionnés lui ont permis de découvrir sans pouvoir totalement le préserver

comme le montre la destruction du château à la fin du XIX^e siècle. Cela s'est accompagné de la construction d'une identité urbaine autour de deux grandes thématiques. Celle de capitale ducale et de ville parlementaire illustrée par quelques chefs d'œuvre – le puits de Moïse, le Jacquemart, le tombeau des ducs avec ses célèbres pleurants... – et par les hôtels particuliers que l'on peut découvrir encore aujourd'hui au hasard des pérégrinations dans la ville. Celle de capitale gastronomique ensuite, symbolisée par une cuisine de qualité et par un certain nombre de produits emblématiques que l'on pense à la moutarde ou au pain d'épices mais aussi aux vins.

Cette identité a été en partie imaginée par des édiles comme Gaston Gérard puis assumée par les équipes municipales quelle que soit leur orientation politique jusqu'à aujourd'hui comme l'illustrent le soin accordé à la tournée récente des pleurants aux États-Unis ou la construction d'une Cité de la gastronomie. Elle a sa part de re-construction, d'invention, de simplification d'une réalité toujours diverse. Elle a réussi toutefois à s'imposer comme en témoignent, dans l'entre-deux-guerres, l'article admiratif que fait paraître le 24 novembre 1925 Stefan Zweig dans le *Berliner Tageblatt* (Le quotidien berlinois) à propos de la Foire gastronomique de Dijon à laquelle il a tenu à se rendre personnellement cette même année et qu'il qualifie de « kermesse du bien manger en des temps maussades », « de fête innocente, décomplexée, sans prétention, inhérente à la vraie nature humaine » ou les très nombreux touristes qui arpentent aujourd'hui les rues de la ville en quête des spécialités locales mais aussi des trésors artistiques que recèlent ses hôtels, ses églises ou encore son musée des Beaux-Arts.

Pour ne pas être réduite à sa richesse patrimoniale, échapper à l'image de « belle endormie » qui lui a été un temps attribuée et ne pas être considérée comme une simple ville de province placée dans l'orbite de Paris, Dijon a cherché constamment depuis le XIX^e siècle à s'ouvrir à la modernité, ce qui l'a conduit à exalter quelques grandes figures comme Henry Darcy, qui a su améliorer son approvisionnement en eau, ou Hippolyte Fontaine, maître d'œuvre de son électrification, à concevoir, en s'ouvrant à la société de consommation et de loisirs, des zones commerciales comme le Centre Dauphine en plein centre ville sous le chanoine Kir et dont on entreprend aujourd'hui le réaménagement ou la Toison d'Or en périphérie sous Robert Poujade ou encore à imaginer la ville du futur avec les éco-quartiers ou la « smart city » nommée *On Dijon*. Cette ouverture de Dijon aux changements n'a pas été sans débats ni controverses ; la ville a su cependant ne pas céder au « vertige de la métamorphose » grâce sans doute à l'importance du patrimoine qu'elle devait préserver, ce qui a lui permis d'entretenir une relation, tantôt nostalgique, tantôt stimulante avec le passé, tout en évitant le piège de la muséification.

Comme l'écrit Julien Gracq, « la forme d'une ville change plus vite... que le cœur d'un mortel ». De l'Antiquité où elle s'est adaptée à son climat et à son paysage et a posé les bases du *castrum* qui a déterminé pendant longtemps les cadres de son développement, à la période contemporaine où elle s'est imposée comme un carrefour ferroviaire et routier et où elle s'étend de plus en plus vers l'est, en passant par les marques qu'y ont laissées des acteurs aussi divers que les ordres religieux, les ducs, les parlementaires, le pouvoir royal, les autorités municipales, les industriels ou encore ses habitants eux-mêmes, la forme de Dijon n'a cessé elle-aussi d'évoluer et il serait donc vain de vouloir la figer en une image unique. C'est par cette capacité à se transformer tout en restant fidèle à une part de son passé qu'elle retient l'attention et peut trouver l'énergie pour face aux défis du temps présent.